

Analyses 2011



**L'initiative Yasuni,
un projet révolutionnaire à soutenir !**

Avec le soutien de la Communauté française

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

L'initiative Yasuni, un projet révolutionnaire à soutenir !

Tout fraîchement élu Président de l'Equateur, Rafael Correa annonçait en 2007 le lancement du projet le plus innovateur jamais créé afin de faire face au changement climatique et pour protéger les populations indigènes : l'initiative Yasuni-ITT, du nom du parc naturel amazonien où il a été proposé de ne pas exploiter les immenses richesses de pétrole brut présentes dans le sous-sol. En 2011, malgré la vague d'espoir soulevée par cette folle aventure, le projet est désormais au point mort. En cause, un Gouvernement se montrant ambigu quand il s'agit de transformer le rêve en réalité. Et cela, malgré un enthousiasme affiché par la Communauté internationale en faveur de ce projet.

Le projet Yasuni-ITT (du nom des trois champs pétroliers d'Ishpingo, Tambococha et Tiputini) est audacieux. Il s'agit d'une promesse de l'Etat équatorien de ne pas exploiter les richesses pétrolières dont regorgent ces trois sites, représentant pourtant 20 % des réserves du pays, plus de 846 millions de barils. En échange, un fonds international volontaire a été mis en place avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), permettant de compenser les pertes subies par la non-exploitation de ces richesses. Au total, l'Equateur demande que ce fonds atteigne 3600 millions de dollars, à savoir la moitié du montant qu'il aurait récolté en exploitant les gisements.

L'enjeu est de taille, car il s'agit de protéger un des sites les plus porteurs au monde de biodiversité, avec ses 982 000 hectares de forêt vierge et ses milliers d'espèces de plantes, arbres, animaux pour la plupart endémiques. Le territoire a été déclaré par l'UNESCO en 1989 « réserve mondiale de biosphère », consacrant ainsi son caractère primordial pour l'équilibre environnemental global. Le projet permettrait également de protéger des populations indigènes vivant en isolement total dans cette zone et risquant ainsi de disparaître si elles viennent à entrer en contact avec la civilisation.

Le raisonnement de l'Equateur est simple : en évitant d'émettre 410 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, le pays contribue à la sauvegarde de la planète. « *La Communauté internationale se doit donc de financer cette initiative qui vient pallier les manquements du protocole de Kyoto et de ses marchés de carbone qui ne font qu'aggraver la crise climatique* », selon le Gouvernement. Maria Fernanda Espinosa, ministre du Patrimoine déclarait alors en 2007 : « *nous construisons une nouvelle logique planétaire* », dans un élan d'enthousiasme généré par la liesse qui avait pris place dans ce petit pays andin.

En effet, jusqu'alors, les initiatives de conservation s'articulaient autour de fonds visant à remplacer des technologies nuisibles par des technologies plus vertes. Mais il n'existait aucun précédent de paiement en contrepartie d'une promesse de ne pas exploiter des agents contaminants comme le gaz et le pétrole.

Depuis 4 ans, des équipes de fonctionnaires sillonnent le monde à la recherche de promesses de dons venant alimenter le fonds administré par les Nations Unies. Les Etats, mais aussi les individus et les acteurs privés sont invités à y contribuer. Alors que les réactions positives de pays intéressés pleuvaient, Rafael Correa faisait une déclaration fracassante en janvier 2010. Selon lui, les pays donateurs imposaient trop de conditions et visaient purement et simplement à prendre le contrôle du fonds. Le président, vexé par ce qu'il jugeait être des actes de néo-colonialisme, contre-attaquait en annonçant « *si c'est comme ça, gardez votre argent et en juin [2010] nous commencerons à exploiter le pétrole* ». De plus, selon lui, les promesses de contributions ne se montraient pas à la hauteur des estimations, 100 000 dollars de dons

chiliens ayant à peine été enregistrés. A partir de ce moment, l'ambiguïté était de mise, Correa commençant à ouvrir les portes aux entreprises chinoises désireuses d'exploiter le pétrole de cette zone.

Si rien n'est encore fait, l'initiative Yasuni-ITT a désormais du plomb dans l'aile, en attestent les plans des sites à protéger qui ont déjà été amputés de dizaines d'hectares afin de satisfaire les demandes de multinationales extractives.

Un revirement total qui n'a pas été compris par certains, comme le Président du Conseil d'administration du projet, Roque Sevilla, qui a décidé de démissionner dans la foulée de ces déclarations. Sevilla nie ces pressions internationales et oppose plutôt le grand intérêt de plusieurs pays à offrir des sommes importantes, citant l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, la France et la Suède. Selon lui, près de la moitié de la somme était en passe d'être recueillie. D'après Sevilla, si Correa est désormais en passe de renoncer, c'est sous les pressions des multinationales pétrolières qui n'acceptent pas de perdre un volume aussi important de l'or noir équatorien. La nouvelle loi minière adoptée en 2009¹ qui promeut les investissements dans ce secteur montre toute la contradiction qui habite le gouvernement de Correa, pris en étau entre conservation de la nature et mégaprojets synonymes de bénéfices plantureux.

Cette initiative tellement audacieuse en faveur de la protection de la biodiversité et des peuples indigènes est donc loin d'aboutir. Mais elle a néanmoins le mérite de toujours exister, même si son agenda est quelque peu bousculé. Le processus décisionnel politique qui l'a vue émerger a été rendu possible grâce à l'adoption en 2008 de la nouvelle Constitution équatorienne qui consacre la nature comme sujet de droit et non plus comme une ressource que l'on peut exploiter pour les besoins de consommation effrénés et irrationnels. Elle érige également le « Bien Vivre », concept hérité de la philosophie andine, en pierre angulaire de l'organisation sociale. Ainsi, l'on valorise un mode de vie où les populations cohabitent en harmonie avec la nature sans pour autant l'exploiter à des fins commerciales.

L'Equateur serait le premier pays à entrer de plain pied dans l'ère post-pétrolière, en acceptant ainsi de refuser de l'exploiter. Une première qui fait néanmoins très peur dans les cercles financiers qui voient se rapprocher dangereusement l'inévitable « pic du pétrole », sonnante ainsi le glas d'un commerce fort lucratif par la dépendance qu'il entraîne chez ses consommateurs.

Il est primordial que les citoyens du monde entier appuient cette initiative, montrant ainsi leur attachement à la sauvegarde de notre planète. Les Etats devraient également participer à l'alimentation de ce fonds, cet enjeu dépassant de loin l'agenda local andin, mais bien la planète entière. Nous saluons la Belgique qui a été l'un des premiers pays à montrer son enthousiasme et nous l'invitons à ne pas relâcher son soutien au projet, voire à augmenter sa contribution promise.

Ce projet innovant mérite un soutien universel ne serait-ce que par sa volonté d'offrir une solution concrète aux problèmes générés par le changement climatique.

Aujourd'hui, il y a urgence. En effet, en janvier 2011, Correa a annoncé sa volonté d'organiser une consultation populaire en Equateur pour décider s'il convenait ou non d'exploiter le pétrole du Yasuni. En soi, cela reviendrait à laisser décider des millions de personnes du sort de populations indigènes qui seraient ainsi prisonnières d'intérêts économiques globaux. Cette stratégie présidentielle dessert l'essence même de l'initiative. Il

¹ Voir : « Le paradoxe écologique des industries extractives en Equateur. Entre innovations et conflits environnementaux », analyse de Stefan Reinhold (Commission Justice et Paix Belgique francophone) - <http://www.justicepaix.be/?article375>

convient que la Communauté internationale montre fermement à Rafael Correa l'importance qu'elle accorde à ce projet porteur de rêve et d'espoirs pour le futur de l'humanité. L'Union européenne et son nouveau Service d'action extérieure piloté par Mme Catherine Ashton dispose là d'un défi de taille pour ses premiers mois d'existence : convaincre le président Correa du bien-fondé de ce projet.

Santiago Fischer, chargé de projets à Justice et Paix
En collaboration avec Marie-Pierre Smets, membre du Groupe Amérique latine de Justice et Paix.

Bruxelles, avril 2011.